



ARRETE REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT L'ACCES AUX AIRES DE JEUX ET PLATEAUX D'EVOLUTION SITUES SUR LA COMMUNE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L2213-1 et suivants,

Vu le décret n° 94-699 du 10 août 1994 fixant les exigences de sécurité relatives aux équipements d'aires collectives de jeux,

Vu le décret n° 96-1136 du 18 décembre 1996 fixant les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux,

Considérant la vigilance orange météorologique pour vent violent émise par Météo France,

Considérant qu'il convient de prendre toutes mesures de sécurité en réglementant l'accès aux aires de jeux et plateaux d'évolution sur la commune,

ARRETE

Article 1 : Les aires de jeux et plateaux d'évolution (à l'exception du plateau d'évolution de l'école des Casseaux) situés sur la commune seront fermés à compter de ce jour 22h00 et jusqu'au vendredi 9 janvier 2026 8h00.

L'accès et l'utilisation des jeux sont formellement interdits.

Article 2 : La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera installée par les services techniques et maintenue pendant toute la durée de sa fermeture.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié sur le site de la Ville et inscrit sur le registre des arrêtés municipaux.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- Le Directeur Général des Services
- Le Directeur des Services Techniques
- Le Chef de la Police municipale
- La Commandante de la Brigade de Gendarmerie de Palaiseau
- Le Service des Sports

Fait à Villebon-sur-Yvette, le 8 janvier 2026

Le Maire

Victor DA SILVA

- Publié pendant deux mois à compter du 8 janvier 2026

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux exercé auprès de la Commune et d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles (Article R. 421-1 du Code de la justice administrative) sis 56 avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles par voie dématérialisée sur la plateforme « Télérecours ». Le délai de recours de deux mois court dès sa publication ou sa notification aux intéressés.